



Assemblée générale

Distr. générale
24 septembre 2019
Français
Original : anglais

Soixante-quatorzième session
Sixième Commission

Questions renvoyées à la Sixième Commission

Note du Secrétariat

1. À la 2^e séance plénière de sa soixante-quatorzième session, le 20 septembre 2019, l'Assemblée générale a pris des décisions concernant la répartition des questions inscrites à l'ordre du jour (voir [A/74/252](#)), y compris pour ce qui est des questions renvoyées à la Sixième Commission (voir annexe).
2. L'attention de la Commission est appelée sur les parties pertinentes des sections III et IV du rapport du Bureau ([A/74/250](#)) concernant l'ordre du jour des grandes commissions et sur les recommandations relatives à l'organisation de la session figurant à la section II de ce rapport. Ces recommandations ont également été approuvées par l'Assemblée générale à sa 2^e séance plénière.



Annexe

Questions renvoyées à la Sixième Commission

1. Élection des bureaux des grandes commissions [point 5].

F. Promotion de la justice et du droit international

2. Responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite [point 75].
3. Responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies [point 76].
4. Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa cinquante-deuxième session [point 77].
5. Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international [point 78].
6. Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa soixante et onzième session [point 79].
7. Protection diplomatique [point 80].
8. Examen des questions de la prévention des dommages transfrontières résultant d'activités dangereuses et de la répartition des pertes consécutives à de tels dommages [point 81].
9. Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation [point 82].
10. L'état de droit aux niveaux national et international [point 83].
11. Portée et application du principe de compétence universelle [point 84].
12. Le droit des aquifères transfrontières [point 85].

H. Contrôle des drogues, prévention du crime et lutte contre le terrorisme international sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations

13. Mesures visant à éliminer le terrorisme international [point 109].

I. Questions d'organisation, questions administratives et autres questions

14. Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale [point 121].
15. Planification des programmes [point 136].
16. Administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies [point 146].
17. Rapport du Comité des relations avec le pays hôte [point 165].
18. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Conseil de coopération des États de langue turcique [point 166].
19. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à l'Union économique eurasiatique [point 167].

20. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à la Communauté des démocraties [point 168].
 21. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au secrétariat de la Convention de Ramsar sur les zones humides [point 169].
 22. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Fonds pour l'environnement mondial [point 170].
 23. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Groupe g7+ [point 171].
 24. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à l'Organisation internationale des employeurs [point 172].
 25. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à la Confédération syndicale internationale [point 173].
 26. Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Forum de Boao pour l'Asie [point 174].
-